

La ré-industrialisation sera rurale ou ne sera pas

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 03 juin 2022

Source [Boulevard Voltaire] : C'est un antagonisme évident aux yeux de tous. Industrie et [ruralité](#) s'opposent comme l'eau et le feu, comme deux mondes, comme deux époques révolues. Dans l'inconscient collectif, c'est l'usine qui poussa le « paysan français » à désertir sa campagne pour rejoindre la ville et changer la nature de son travail. Alors oui, le progrès technique et les ruptures technologiques ont considérablement augmenté les rendements, sans parler des changements de consommation qui ont poussé les paysans vers les villes usines, mais Franklin Mendels avait théorisé ce qu'il est communément admis d'appeler la « proto-industrialisation ». Ce phénomène, initié dès le XVIIIe siècle, avant la révolution industrielle, est l'apparition d'une production industrielle complémentaire de l'activité agricole dans laquelle les familles paysannes trouvèrent de nouvelles ressources. On voit éclore à cette période des ateliers ruraux utilisant des ressources naturelles de proximité (laine, bois, lait..), rapidement compétitifs du fait des coûts de transport faibles et à la main-d'œuvre accessible et travailleuse. On peut même remonter jusqu'au XVIIe siècle avec l'implantation des manufactures pour la fabrication des produits de haut rapport, destinés au pouvoir royal et à l'exportation. Celles-ci étaient presque toujours implantées dans les espaces ruraux pour des questions évidentes de logistique, de place et surtout d'accès simplifié aux ressources. Un localisme et des circuits courts, des concepts tellement d'actualité.

Mais une question demeure ? Que reste-t-il de l'industrie française ? Selon l'INSEE, l'industrie représente [13,5 % du PIB](#) pour 12 % des emplois. Elle représentait un tiers du PIB en 1950. La chute est vertigineuse et indiscutable.

Pour reconstruire, il faut déconstruire la [politique](#) menée depuis quarante ans en favorisant en premier lieu l'environnement fiscal. Cette [fiscalité](#) étouffante qui est portée sur les [impôts](#) de production aggrave la compétitivité de nos industries. Il est encore nécessaire de diminuer cet impôt de 30 milliards pour atteindre un niveau acceptable de prélèvements sur la production et, donc, la valeur ajoutée des entreprises. Il faut ensuite réorienter géographiquement ces entreprises par une [fiscalité](#) attractive dans les zones rurales désindustrialisées et proches des centres-bourgs, en mettant en place des zones franches. Pour pousser les entrepreneurs à s'installer dans ces zones, nous devons simplifier les démarches administratives, et surtout en abaissant (au taux réduit de 15 %) les impôts sur les sociétés pour dégager des bénéfices.

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)